

Objectif	Nature des actions et horizon temporel d'exécution			Agences Responsables/Supports Externes potentiels
	CT	MT	LT	
Matrice 1 : renforcement des douanes				
<p>1 Définir un programme de réforme douanière visant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faciliter le passage des marchandises par Djibouti, -sauvegarder les intérêts du Trésor Djiboutien <p>2 Poursuivre l'automatisation des procédures douanières en parfaite compatibilité avec l'informatisation des procédures portuaires entamées</p>	<p>Création d'un Comité de Réforme des Douanes réunissant (intervenants portuaires, publics et privés). Objectif : définir un programme de modernisation des douanes visant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dématérialisation des documents commerciaux et des formulaires administratifs, - Création d'un Tarif Intégré en ligne - Informatisation des douanes et utilisation de l'EDI <p>Groupe de travail chargé de l'informatisation et de la migration des applications existantes vers SYDONIA ++</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adaptation du cadre législatif et réglementaire au COMESA - Informatisation et abandon progressif des documents papiers. - Formation des cadres de la Direction des Douanes afin de permettre la conception d'un Tarif Intégré. 	<p>Programme de modernisation de la douane par le Comité de Réforme</p> <p>Schéma directeur indiquant les étapes pour la migration vers SYDONIA++ et le perfectionnement des applications déjà développées (conduite en douane des marchandises et entrées/sorties de la zone franche)</p> <p>Veiller à la compatibilité des développements informatiques douaniers avec ceux du système d'information portuaire</p> <p>Conception et perception d'une redevance informatique</p> <p>Cycles de formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur fiscalité des produits pétroliers (supervision du Terminal de Doraleh) - sur la valeur en douane, - sur l'origine, - sur le contrôle douanier sélectif - sur le fonctionnement des régimes d'entreposage sous - douane - sur la comptabilité générale et l'audit de bilans <p>Mise en place d'une rémunération incitative pour les agents des douanes</p> <p>Renforcement de la surveillance douanière ; mise en ligne (site Web) du Tarif Intégré de Djibouti</p> <p>Assurer la prise en compte du Tarif Intégré dans les bases de données de la version SYDONIA/ASYCUDA++.</p>	<p>Le Comité de réforme des Douanes devra prévoir :</p> <p>Renforcement des effectifs et des moyens matériels de l'administration des douanes (surveillance des frontières et de lutte contre la fraude fiscale et la contrebande)</p> <p>Généralisation de transferts de données par voies électroniques pour la prise en charge, le dédouanement et le transit des marchandises débarquées ou chargées à Djibouti</p> <p>Modification des lois et règlements pour tenir compte de la dématérialisation des documents et formulaires</p>	<p>Assistance technique pour aider le Comité de Réforme à définir le programme de travail en matière de dématérialisation des documents et formulaires (modification du régime probatoire, règles d'authentification et de certification) : expertise de la part de la CNUDCI/UNCITRAL.</p> <p>Assistance technique pour passage vers l'EDI des Douanes de Djibouti : expertise en EDI.</p> <p>Assistance technique expert douanier étranger (3 à 4 mois) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Mise en place des unités spécialisées chargées de lutter contre la fraude et la contrebande., ● Formation des personnels de la sous direction des recettes indirectes (Direction des douanes). ● PNUD, Coopération technique française.

Objectif	Nature des actions et horizon temporel d'exécution			Agences Responsables/Supports Externes potentiels
	CT	MT	LT	
Matrice 2 : Politique budgétaire				
Equilibre budgétaire et fiscalité incitative dans un cadre d'intégration régionale	<p>Mesure de l'incidence attendue du passage de la Taxe Intérieure à la Consommation à la combinaison Tarif Extérieur Commun (TEC/COMESA) et TVA</p> <p>Mise en place de la TVA :</p> <ul style="list-style-type: none"> • implications de la TVA sur l'évolution des prix et le budget consommation des pauvres, • impact de la TVA sur la compétitivité des produits potentiellement exportables, • séminaires et sensibilisation du secteur privé aux implications de la TVA 			<p>Ministère des Finances Assistance technique FMI, assistance technique française</p> <p>Ministère des Finances FMI</p> <p>Ministère des Finances Assistance technique CCD</p>
Améliorer l'efficacité de la dépense publique	<p>Audit de la dépense publique en vue d'une amélioration quantitative et qualitative favorables à la dépense sociale et à la redistribution en faveur des pauvres. Revue de la dépense du Ministère de l'Education Nationale pour renforcement des activités de formation professionnelle. Elargissement du budget d'investissement (infrastructures de base) et sécurisation de la contrepartie nationale de l'aide-projets.</p> <p>Appui technique au renforcement institutionnel du Ministère de la Justice</p>	<p>Mise en place d'un Cadre de Dépenses à Moyen Terme reprenant les objectifs du DSRP et du Millénaire (consolidation des budgets Education, Santé, Assainissement)</p> <p>Sécurisation de la dépense publique de formation en lien avec les secteurs d'exportation et la réalisation de Doraleh</p> <p>Evaluation régulière de la dépense publique pour les secteurs sociaux et le Ministère de la Justice</p>		<p>Ministère des Finances FMI , Banque Mondiale</p> <p>Banque Mondiale</p> <p>Ministère des Finances FMI , Banque Mondiale, coopérations bilatérales et multilatérales</p>
Eliminer les arriérés de paiements	Poursuite de l'apurement des arriérés	Evaluation à mi-parcours du plan de réduction des arriérés		Ministère des Finances FMI

Objectif	Nature des actions et horizon temporel d'exécution			Agences Responsables/Supports Externes potentiels
	CT	MT	LT	
Matrice 3 : Services Publics marchands et compétitivité				
<p>Réévaluation des ressources en eau</p> <p>Développement de l'accès des populations à l'eau</p> <p>Relance du processus de privatisation de l'ONED et définition des modalités du désengagement de l'Etat</p>		<p>Sécuriser l'approvisionnement des populations rurales et urbaines</p> <p>Progression du taux de couverture de la population en conformité avec les objectifs du Millénaire</p> <p>Relance de la politique d'implantation et de gestion des bornes fontaines par le secteur privé</p> <p>Etude d'impact du prix de l'eau sur le budget/consommation des populations pauvres</p>		<p>Ministères ??????</p> <p>Banque Mondiale, PNUD, coopérations bilatérales</p> <p>Ministères ???</p> <p>Banque Mondiale</p> <p>Ministères ??????</p> <p>Banque Mondiale, PNUD, coopérations bilatérales</p>
<p>Evaluation de la couverture des besoins énergétiques et modalités de croissance de l'offre</p>	<p>Etude comparée de l'offre disponible et de la demande résultant des objectifs de croissance DSRP</p> <p>Identification des énergies alternatives (éolienne, solaire)</p> <p>Possibilité d'interconnexions avec l'Ethiopie</p>			<p>Ministères ??????</p> <p>AFD, USAID, Banque Mondiale</p> <p>AFD, USAID, Banque Mondiale</p>
<p>Baisse du prix de l'électricité</p>	<p>Audit de gestion et des approvisionnements en hydrocarbures</p>			<p>Banque Mondiale</p>
<p>Relance du processus de privatisation de EDD</p>	<p>Désengagement de l'Etat en relation avec les financements disponibles pour l'extension du réseau</p>			
<p>Baisse du prix des télécommunications</p>	<p>Etude de faisabilité de la baisse des prix, du rééquilibrage des tarifs dans le contexte institutionnel actuel</p>			<p>Ministère des Télécommunications ??????</p> <p>Banque Mondiale, UIT, coopération bilatérale</p>
<p>Réglementation et privatisation</p>		<p>Institutionnalisation du régulateur et exécution du programme de privatisation</p>		<p>Banque Mondiale, PNUD, UIT</p>
<p>Extension de la couverture des populations en services de télécommunication</p>		<p>Augmentation de la densité téléphonique par les téléphonies fixes et mobiles</p> <p>Etude de la couverture des populations rurales au meilleur prix</p>		<p>Banque Mondiale, PNUD, UIT</p>

Objectif	Nature des actions et horizon temporel d'exécution			Agences Responsables/Supports Externes potentiels
	CT	MT	LT	
Matrice 4 : Institutions pour le commerce et la compétitivité				
Renforcement des capacités institutionnelles de la Chambre de Commerce (CCD)	Appui à la restructuration de la CCD Programmes de formation pour les nouveaux élus Diagnostic des besoins en informatique (équipements, logiciels, bases de données)	Actions de formation auprès du secteur privé et soutien à la promotion des PME/PMI		Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat (MCIA) Coopération française, Chambre de Commerce française, CCI
Renforcement des capacités institutionnelles ANPI	<ul style="list-style-type: none"> - Décret d'application : organisation interne, modalités de fonctionnement. - Clarification institutionnelle entre CCD, CNI, ANPI sur la question du guichet unique (création d'entreprises) - Réévaluation des besoins et dotations budgétaires pour ressources humaines et matérielles 	Elaboration d'une stratégie pluriannuelle et préparation de plans d'actions annuels		Présidence de la République, Ministère des Affaires Présidentielles CNUCED, Banque Mondiale, coopérations bilatérales
Audit et Renforcement des capacités institutionnelles du MCIA	Réévaluation des missions institutionnelles et réorganisation interne Constitution d'une cellule DTIS/EDIC Promotion et suivi des flux commerciaux internationaux Formation aux règles du commerce international et sensibilisation aux normes en partenariat avec les Ministères concernés	Constitution d'une base de données du commerce international de Djibouti et fonds documentaire sur les principaux produits exportés (sel, élevage, pêche) avec évaluation des besoins d'adéquation aux normes sanitaires internationales Action de promotion des productions Djiboutiennes (étude sur les opportunités de développement de la perlite Stratégie de développement de l'artisanat et des PME/PMI		UNDP, CNUCED, CCI, OMC
Amélioration du cadre juridique et judiciaire	Adoption du projet de code du travail. Etude d'opportunité de la mise en place d'un Tribunal de Commerce Mise en place d'un mécanisme opératoire d'arbitrage/médiation	Simplification des régimes institutionnels relatifs aux zones franches Finalisation des travaux du Code du Commerce et positionnement par rapport au système de règles OHADA		Présidence de la République, Ministère de l'emploi et de la Solidarité Nationale Ministère de la Justice, CCD BIT Présidence de la République, Ministère des Affaires Présidentielles, Ministère des Finances, FMI/Banque Mondiale
Action de modernisation de la Justice	Promulgation d'un statut du Magistrat et actions de formation Recrutement de nouveaux Magistrats Augmentation des moyens budgétaires de la Justice	Abandon du dualisme judiciaire Création d'une école de formation aux professions judiciaires Création d'une Cour des Comptes et de Discipline Budgétaire séparée de la Cour Suprême		Ministère des Affaires Présidentielles , MCIA, CCD CCI, CNUCED , OMC, Banque Mondiale Présidence de la République, Ministère de la Justice Banque Mondiale, coopérations bilatérales

Objectif	Nature des actions et horizon temporel d'exécution			Agences Responsables/Supports Externes potentiels
	CT	MT	LT	
Matrice 5 : Transport				
Renforcement du port	<p>Définition du cadre institutionnel de l'activité portuaire (considérant les responsabilités de régulation)</p> <p>Elaboration du texte juridique qui consacre l'existence du gestionnaire portuaire ; établissement statut particulier et règlement intérieur.</p>	<p>Définition et mise en œuvre d'un plan d'adaptation progressif des effectifs, assorti d'un plan social</p> <p>Mise en place d'un service indépendant d'intermédiation documentaire (au niveau de la communauté portuaire)</p>		<p>Ministère des transports (MET) APD</p> <p>PAID/DPI</p> <p>PAID/DPI</p> <p>MET, CCD PAID/DPI, APD</p>
Renforcement de l'aéroport	<p>Définition du cadre institutionnel de l'activité aéroportuaire (considérant les responsabilités de régulation)</p> <p>Elaboration du texte juridique consacrant l'existence du gestionnaire aéroportuaire ; statut particulier et règlement intérieur</p> <p>Clarification des conditions de financement du fonctionnement des services publics de contrôle de la navigation aérienne et de la météorologie nationale</p> <p>Négociations en vue de la diversification et multiplication des connexions aériennes</p>	<p>Définition et mise en œuvre d'un plan d'ajustement progressif des effectifs assorti d'un plan social</p>		<p>MET , expert juridique APD</p> <p>PAID/DPI</p> <p>MET Etat</p> <p>MET PAID/DPI</p> <p>MET PAID/DPI</p>
Facilitation des transports	<p>Négociations (Accord de transit avec l'Ethiopie)</p> <p>a) pour la réduction progressive des mesures protectionnistes privilégiant les auxiliaires du transport maritime éthiopien pour le traitement du trafic de transit ;</p> <p>b) en vue de l'adoption du régime de transit douanier de la COMESA ;</p> <p>c) pour concrétiser l'actualisation et l'harmonisation de la législation des transports dans les deux Etats.</p>			<p>MET PM</p>
Transport routier	<p>Adoption des mesures nécessaires (notamment fiscales) pour permettre l'accès des opérateurs djiboutiens au marché du transport routier sur le corridor</p>			<p>MET PM</p>
Ressources humaines	<p>Analyse des profils professionnels requis dans le cadre de l'activité du Centre régional d'échanges commerciaux (particulièrement sur la future zone franche) et mise en place de la formation correspondante</p>			<p>Ministère de l'Education Nationale Jebel Ali free zone authority CCD, APD</p>

Objectif	Nature des actions et horizon temporel d'exécution			Agences Responsables/Supports Externes potentiels
	CT	MT	LT	
Matrice 6 : Sel				
Valorisation et développement durable de l'exploitation du sel	Analyse des conditions de fidélisation du marché éthiopien	<p>Analyse de la diversification des débouchés</p> <p>Etude d'impact de la réglementation et des licences d'exploitation et étude de faisabilité d'un processus de modernisation de la technologie sur la compétitivité du secteur</p> <p>Actions de promotion de l'exportation</p> <p>Normes sanitaires UNICEF/OMS</p> <p>Développement de la consommation intérieure par diversification des utilisations (cuirs, peaux, tourisme, pêche)</p>		<p>MCIA, CCD CCI, CNUCED, Banque Mondiale, ONUDI</p> <p>MCIA, CCD CCI, CNUCED, Banque Mondiale, ONUDI</p> <p>MCIA, CCD CCI, CNUCED, Banque Mondiale, ONUDI</p>

Objectif	Nature des actions et horizon temporel d'exécution			Agences Responsables/Supports Externes potentiels
	CT	MT	LT	
Matrice 7 : Elevage				
Développement de l'élevage local et de la capacité de transit de Djibouti	<p>Renforcement des capacités des services vétérinaires et adoption des normes OIE sur les épizooties</p> <p>Amélioration des conditions d'accueil des animaux vivants pour l'exportation (centre de regroupement du bétail)</p>	<p>Amélioration des conditions d'abattage des animaux, respect des normes sanitaires internationales</p> <p>Sécurisation de l'élevage pastoral et promotion de l'élevage peri-urbain</p>		<p>Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Mer (MAEM) USAID, Union Européenne, Banque Mondiale</p> <p>MAEM USAID, Union Européenne, Banque Mondiale</p> <p>MAEM BAD</p> <p>MAEM Banque Mondiale</p>

Objectif	Nature des actions et horizon temporel d'exécution			Agences Responsables/Supports Externes potentiels
	CT	MT	LT	
Matrice 8 : Pêche				
Valoriser les produits de la pêche	Elaborer une stratégie de développement et de promotion des exportations pour les produits de la pêche en tenant compte des potentiels et de la valorisation des espèces			CCI/ITC, FAO, BAD
Renforcement du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Mer		<ul style="list-style-type: none"> *Appui technique aux deux directions de l'Elevage et de la Pêche *Laboratoire (évaluation des synergies pêche-élevage) *Halle de marée *Révision et adaptation du cadre législatif et de l'environnement du secteur de la pêche *Elaboration d'un cadre de fonctionnement avec le Ministère de la Santé et le Commissariat à la lutte contre la Pauvreté *Elaboration d'un programme de Formation pour les cadres et les personnels de chaque direction 		BAD
Evaluation du potentiel halieutique		Evaluer le potentiel d'exploitation des espèces démersales et pélagiques et leurs débouchés commerciaux		CCI, FAO, Coopération Japonaise, Union Européenne
Développement des activités liées à la pêche	Elaboration de programmes de formation des responsables d'entreprises, des cadres et personnels de production (opportunités des marchés internationaux, normes sanitaires et d'hygiène internationales et valorisation des produits)	<p>Etude du développement d'une pêche artisanale hauturière et l'utilisation d'un bateau-mère</p> <ul style="list-style-type: none"> *Etude mise en place d'une flottille de pêche de type semi-industriel (petits bateaux à puissante motorisation et bateau-mère) *Elaboration programme de formation des pêcheurs <p>Etude de faisabilité sur la mise en place d'une unité polyvalente de traitement et d'exportation des ressources marines djiboutiennes</p> <ul style="list-style-type: none"> *Etude sur intérêt de construire une telle usine 		CCI, BAD/FAO, Coopération française Union Européenne
Lutte contre la pauvreté à travers la promotion des poissons des petits poissons démersaux et pélagiques sur les marchés intérieurs et intra-régionaux	*campagnes pour favoriser la consommation de poissons	améliorer l'approvisionnement général en protéines animales.		Coopération japonaise, Coopération française, coopération espagnole FAO, BAD

Objectif	Nature des actions et horizon temporel d'exécution			Agences Responsables/Supports Externes potentiels
	CT	MT	LT	
Matrice 9 : Tourisme				
Développer le secteur du tourisme	Réhabiliter les sites touristiques Renforcer la formation professionnelle Développer une vision commerciale stratégique *Enlèvement des épaves *Nettoyage des plages *Pavillon bleu *Etude d'un schéma de formations touristiques et hôtelières *Préparation d'un PAC (Plan d'Action Commerciale) à trois ans	Incitation au développement de la capacité hôtelière combinant tourisme de loisir et d'affaire		Assistance technique Banque Mondiale, ONG, Union Européenne et coopérations bilatérales
Lutter contre la pauvreté par le développement touristique	*Organisation des Assises Nationales du Tourisme et recensement des expériences de tourisme solidaire			CNUCED et OMT
Favoriser les effets d'entraînement du tourisme sur l'artisanat, la pêche et l'agriculture		Réaliser des transferts de technologie afin d'améliorer la commercialisation des produits locaux (packaging) Renforcement du MCIA pour la gestion et le développement des activités artisanales		Ministère du tourisme, Ministère du Commerce de l'Industrie et de l'Artisanat (MCIA) OMC et secteur privé

Objectif	Nature des actions et horizon temporel d'exécution			Agences Responsables/Supports Externes potentiels
	CT	MT	LT	
Matrice 10 : Financement de l'économie				
Renforcement du Financement formel bancaire	Assainir l'environnement juridique : accélération des procédures	Force exécutoire des décisions de justice Développement de l'usage des garanties pour l'octroi de crédit Inciter (par des mesures fiscales par exemple) à l'introduction de procédures de certification et d'audit des comptes Adaptation du cadre juridique pour l'innovation / introduction d'instruments financiers (crédit bail, titres négociables, Bons de l'Etat...)		Ministère de la Justice, Ministère du commerce et de l'Industrie, Ministère des Finances, Banque Centrale, banques commerciales Ministère des Finances, Banque Centrale, Banque de France
Renforcement du financement formel à travers le FDED	Assistance technique pour développer : - Marketing (option pour une démarche « demand driving »), en vue de toucher différentes niches et assurer une large couverture géographique des demandeurs de crédit - Analyse du suivi des projets (ébauche d'une caisse de garantie) - Estimation du coût du crédit - Révision de la composition et du fonctionnement des structures et de la gouvernance des prêts (Conseil d'Administration (CA), participation des clients au CA du FDED, audit interne qui rend compte au CA			FDED, Banque Centrale, Agences de développement (AFD, ...)
FSD	- Définir un organigramme de gouvernance en rapport avec la mission - Développer les capacités d'élaboration de plans de croissance (estimation de la demande à cibler, et mise en cohérence avec les fonds à mobiliser, les recrutements)			Banque Centrale, coopérations bilatérales, ONG internationales
Renforcement des capacités des ONG locales dans une perspective de financement de l'activité	Assistance technique pour : - Organisation d'ateliers de formation adaptée (cf. les cours du CGAP), - Voyages d'études et échanges d'expériences - Elaborer un système de reporting adapté avec informatisation des données - Définir un cadre légal optimal : opportunité de transformer les ONG en « mutuelles d'épargne et de crédit » ? ou les moyens de supervision des ONG sous leur forme actuelle ? Création d'une fédération ? - Prêts individuels pour certaines niches - autres services financiers (micro- épargne, micro-assurance, crédit au logement...)			FSD, Banque Centrale, coopération bilatérale, CAPAF, ONG internationales

Tableau de synthèse des actions prioritaires par grands secteurs de réforme

Les actions à mettre en œuvre le plus rapidement possible sont soulignées et mentionnées en caractère gras

Domaines sectoriels	Actions prioritaires	Implications des réformes			
		Intégration	Compétitivité	Croissance	Pauvreté
Réforme douanière	<u>Comité de réforme</u> Informatisation	Facilitation des échanges régionaux	Efficacité des procédures et attractivité portuaire	Elargissement des courants d'échanges	Création d'emplois
Politique budgétaire	Audit de la dépense publique <u>Etude de l'incidence du TEC et de la TVA</u> Apurement des arriérés		-Baisse du coût du travail par amélioration de la productivité potentielle (éducation, santé) -Elévation de la qualité de fonctionnement du système judiciaire et réduction des coûts de transaction -Développement de l'infrastructure	Activités nouvelles	Facilité d'insertion sur le marché du travail Programme à forte intensité de main d'œuvre
Services publics marchands	<u>Etude des modalités institutionnelles de la privatisation de l'électricité et des télécommunications</u>	Accord régional	Intérêt de la construction d'une union douanière Baisse des surcoûts et des prix	Evaluation des risques et opportunités des échanges internationaux Stabilité macroéconomique et développement du secteur privé	Implications redistributives du TEC et de la TVA Sur la consommation Incidence sur le niveau des salaires et des redistributions sociales
		Opportunité des interconnexions avec l'Ethiopie (électricité) Perspectives d'un « hub » de télécom à Djibouti	Baisse du coût de l'énergie par élargissement des sources d'approvisionnement Qualité de service Transparence des marchés comme facteur de réduction des coûts	Investissements et élargissement de la variété des biens rentables	Baisse des coûts et facilité d'accès des populations aux services
Les institutions	<u>Appui au renforcement des capacités du MCIA (services du co ext et artisanat)</u>	Meilleure connaissance de l'environnement régional pour l'écoulement des produits nationaux	-Conseil et information du système productif -Amélioration de la coordination avec la CCD	Identification des débouchés extérieurs	Développement de l'emploi dans le secteur des services et de l'artisanat

Domaine sectoriel	Actions prioritaires	Implications des réformes			
		Intégration	Compétitivité	Croissance	Pauvreté
Les institutions (suite)	<u>Incidations à la création d'entreprises</u> Simplification des zones franches Fonctionnalité de l'ANPI Finalisation du nouveau code du travail	Harmonisation des régimes de la zone franche	Diminution des coûts de transaction Guichet unique sur les formalités Flexibilité des contrats et des salaires	Elargissement de la sphère des productions de biens échangeables	Effet induit par la création d'activités nouvelles
Secteur du transport et de l'activité portuaire	<u>Etude des perspectives de la réalisation de Doraleh</u> Emergence d'un service de réglementation du Transport plurimodal (Ministère des transports)	Evaluation des échanges d'intégration régionale et multilatérale Fluidité des échanges régionaux Développement d'un hub régional de transport	Conditions de réussite : coût et disponibilité des facteurs Baisse des coûts par amélioration de la coordination des modalités de transport	Investissements d'infrastructures et élargissement de la production Création de développement du transport routier par synergie des différentes modalités	Emplois qualifiés et non qualifiés Emplois aux différents niveaux de formation
Sel	<u>Conditions de valorisation du sel et perspectives d'exportation</u>	Création de flux d'intégration et d'exportations régionales	-Qualité du produit -Normes sanitaires -Coût des facteurs	Commerce international et aménagement du territoire	Réduction de la pauvreté par l'emploi artisanal
Elevage	<u>Capacité de regroupement du bétail et amélioration des services vétérinaires</u>	Création de flux d'intégration et d'exportations régionales	-Qualité du produit -Normes sanitaires -Coût des facteurs	Reprise de l'activité de transit	Créations d'emplois directs et indirects
Pêche	<u>Diagnostic de valorisation du potentiel halieutique</u>	Courants d'exportation vers l'Asie et les pays du COMESA	Influence des prix de la ressource et de la logistique de distribution (locale et exportation)	Développement durable à partir d'activités nouvelles	Emplois et amélioration du régime alimentaire des populations pauvres
Tourisme	<u>Plan de stratégie de développement du tourisme</u>	Perspectives d'un tourisme régional intégré	Identification des solutions aux problèmes du coût de facteurs et aux capacités limitées de l'accueil hôtelier	Evaluation de la demande de tourisme de loisirs et d'affaires	Développement de l'emploi direct et indirect (artisanat local)
Secteur Financier	Evaluation de la participation des différents mécanismes de financement de l'économie	Développement des échanges avec les pays voisins	Baisse du coût du facteur capital par réduction des coûts de transaction	Dynamisme des activités sur le territoire national	Elargissement des processus de participation aux activités locales